

Les habilités de Jean Kanapa

Jean-Marie Vincent

La discussion politique, la polémique idéologique sont des éléments indispensables à la vie du mouvement ouvrier. Sans confrontations réelles, la sclérose, le dogmatisme le plus plat justifiant l'opportunisme le plus apparent sont en général de régie. La bonne conscience des appareils se substitue peu à peu à l'esprit d'examen empêchant ainsi toute analyse critique de la réalité présente.

Les dirigeants du P.C.F. semblent avoir oublié cette vérité élémentaire. Quand ils parlent du P.S.U., les approximations, les inexactitudes sont de mise. Du dernier Conseil national du P.S.U., les lecteurs de l'« Humanité » ne retiendront que quelques idées bien simples : la direction P.S.U. a été mise en difficulté parce qu'elle n'a pas accepté les conditions du P.C.F. pour un accord national sur les élections municipales. En somme, le P.S.U. est en crise, et il est en crise parce qu'il est contre l'« union des forces ouvrières et démocratiques » préconisée par la direction communiste. Comme les choses sont simples, et dans le meilleur des mondes !

La même simplicité tranquille caractérise l'article de Jean Kanapa : « Le P.S.U. et l'union de la gauche » paru dans « France Nouvelle » le 20 janvier 71. Pour défendre le premier bilan de conversations P.C.F.-P.S. il part du principe que ce qui est bon pour l'union de la gauche (au sens traditionnel) est bon pour les travailleurs : « ce qui va dans le sens de l'unité de la gauche va dans le sens de l'intérêt des travailleurs en lutte contre le règne des monopoles capitalistes, dans le sens de leur aspiration à une transformation profonde de la société. Quand les dirigeants du P.S.U. lisent ce même bilan, ils disent par contre : c'est mauvais. C'est d'ailleurs également l'opinion de la « Nation ». Mais cela ne semble pas gêner ces dirigeants. »

Et voilà, le tour est joué ! Aussi ne s'étonnera-t-on pas de voir que les critiques du P.S.U. au bilan sont présentées aux lecteurs de « France Nouvelle » sous un éclairage singulier. Déclarer que la défense de la démocratie politique

comme « élément du patrimoine national » est un ralliement à la démocratie bourgeoise devient pour Jean Kanapa une façon de rejeter les acquis démocratiques des travailleurs et du peuple français. Pourtant l'histoire du mouvement ouvrier français nous montre suffisamment que ce n'est pas la république des parlements qui a donné des libertés démocratiques aux travailleurs ; ils les ont arrachées de haute lutte et sont obligés de les défendre en permanence. Il n'y a pas une démocratie politique au-dessus des classes, il y a des éléments de démocratie qui traduisent les rapports de forces entre les classes. C'est pourquoi la lutte pour leur extension, pour leur développement, si elle veut être réelle, doit être une lutte contre le régime capitaliste. Elle n'est pas une lutte à l'intérieur de la démocratie formelle institutionnalisée par la bourgeoisie, elle transgresse ses limites.



Dans la même veine Jean Kanapa feint de croire que le P.S.U. est partisan d'un mouvement minoritaire pour « l'accession de la gauche au pouvoir », puisqu'il se prononce contre le « mouvement majoritaire » que propose le bilan. Toute l'astuce consiste évidemment à cacher que la critique du P.S.U. vise la notion de « mouvement majoritaire » conçue dans un cadre électoraliste et parlementariste. Or, dans toutes ses assises récentes le P.S.U. a clairement indiqué qu'il n'y avait pas de lutte efficace pour le pouvoir sans des mouvements de masse englobant la

majorité des travailleurs. Il est vrai que les militants du P.S.U. ne se battent pas pour un « gouvernement de gauche » à la mode de 1945-1947, mais ils se sentent tenus de tout faire pour que les travailleurs puissent développer leur force collective.

Plus loin, il fallait s'y attendre, Jean Kanapa nous transforme en partisans du « tout ou rien » qui oublie que la réalisation de la société socialiste ne peut être que progressive. Le truc est grossier, il se veut sans réplique, mais il rappelle un peu trop le bon sens rassis de la presse bourgeoise pour qui la révolution, c'est du bavardage idéaliste. En réalité, nous disons simplement qu'il faut que la classe ouvrière ait le pouvoir pour amorcer la transformation socialiste de la société. J. Kanapa ne peut évidemment pas nous contredire ouvertement sur ce point, aussi biaise-t-il en jouant sur deux tableaux à la fois. Le régime de « démocratie avancée » devient brusquement sous sa plume le pouvoir des travailleurs (sans que le pouvoir d'Etat bourgeois ait été brisé).

Après cela, il ne reste plus à Jean Kanapa qu'à déclarer d'une façon docte : « Le tout ou rien des révolutionnaires aboutit inévitablement soit à l'aventure, soit à la passivité. Les dirigeants du P.S.U. semblent avoir des

difficultés grandissantes à éviter l'un et l'autre de ces écueils » et un peu plus loin : « La lutte des classes en France, la disposition des forces politiques placent aujourd'hui le P.S.U. devant un choix : ou bien travailler à l'union de la gauche ou bien parrainer les petits groupes gauchistes irresponsables. Les deux termes du choix sont incompatibles. Il semble bien que le P.S.U. ait choisi la deuxième solution. Or, cette voie-là ne peut que le conduire — comme l'expérience le montre — à l'amenuisement de son influence, à l'isolement et au bout du compte, au suicide politique. » C'est évidemment le moyen de justifier ce que la presse a appelé le « durcissement » du P.C.F. à notre égard ainsi que sa mansuétude à l'égard de l'adversaire de classe radical. Disons le carrément, sans précaution de langage, ces remontrances ne nous impressionnent pas particulièrement. Le P.S.U. ne peut, certes, se réjouir de l'évolution du P.C.F. vers la social-démocratie, cela ne le détournera pas de la seule voie juste, celle de la lutte révolutionnaire pour le socialisme. C'est ce qu'a dit hautement notre dernier Conseil national en même temps qu'il réaffirmait notre volonté de mener des actions communes avec les travailleurs communistes. □

L'Internationale communiste et l'action municipale

« 4° Les Parlements bourgeois, constituant un des principaux appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat consiste à faire sauter la machine gouvernementale de la bourgeoisie, à la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des républiques ou celles des monarchies constitutionnelles ;

- 5° Il en est de même des institutions municipales ou communales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes gouvernementaux. A la vérité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie : elles doivent être détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées par les soviets de députés ouvriers ;

« 13° Les communistes, s'ils obtiennent la majorité dans les municipalités, doivent : a) former une opposition révolutionnaire à l'égard du pouvoir central de la bourgeoisie ; b) s'efforcer par tous les moyens de rendre service à la partie la plus pauvre de la population (...) ; c) révéler en toute occasion les obstacles suscités par l'Etat bourgeois contre toute réforme radicale ; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire énergique, sans craindre le conflit avec le pouvoir bourgeois ; e) remplacer, dans certaines circonstances, les municipalités par des soviets de députés ouvriers. Toute action des communistes dans les municipalités doit donc s'intégrer dans l'oeuvre générale de désagrégation du système capitaliste ;

« 14° La campagne électorale elle-même doit être menée, non dans le sens de l'obtention du maximum de mandats parlementaires, mais dans celui de la mobilisation des masses sous les mots d'ordre de la révolution prolétarienne (...) ;

« 15° Ces conditions et celles qui sont indiquées dans une instruction spéciale étant observées, l'action parlementaire se trouve en complète opposition avec l'écœurante petite politique des partis socialistes de tous les pays, dont les députés vont au Parlement pour soutenir cette institution « démocratique », et, dans le meilleur des cas, pour la « conquérir ». Le Parti communiste ne peut admettre que l'utilisation exclusivement révolutionnaire du parlementarisme, à la manière de Karl Liebknecht, de Hoeglund et des bolcheviks. »

Extraits des thèses adoptées au 2^e Congrès de la III^e Internationale (juillet-août 1920) concernant « le parlementarisme ».